Montant de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants

Compte tenu des ressources de Monsieur MOHAMMADI, Madame Rashida JOFFICE n'étant, en tant de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants communs, une somme mensuelle de 150 euros par mois et par enfant, soit 300 euros par mois au total.

Compte tenu que Monsieur MOHAMMADI a toujours eu manqué à son devoir de contribuer à l'entretien et à l'éducation de ses enfants.

PAR CES MOTIFS

Il est demandé au Juge aux Affaires Familiales de :

- Voir prononcer le non-conciliation,
- Voir les parties contester aux affaires,
- Voir les articles 242 et suivants, 270 et suivants, 294, 255.3 et 257.2 et 1382 du Code Civil.

- Prononcer le divorce aux torts exclusifs de Monsieur MOHAMMADI
- Déboute Monsieur MOHAMMADI de l'ensemble de ses demandes, fins et prétentions
- Constater dans le jugement à intervenir que la décision annulant les lettres à ensuite définitivement sur en date du 19 novembre 2021
- Dire et juger que les mesures ordonnées par la ordonnance devront être maintenu jusqu'au mariage
- A défaut d'accord sur le projet de liquidation, commettre tel notaire qu'il plaira au Juge aux Affaires Familiales pour procéder à la liquidation du régime matrimonial ayant existé entre les époux MOHAMMADI
- Commettre tel Juge qu'il plaira au Juge aux Affaires Familiales pour remplir les opérations de liquidation du régime matrimonial ayant existé entre les époux.
- Dire qu'en cas de refus ou d'empêchement du juge ou de notaire commis, il sera pourvu à son remplacement par ordonnance rendue sur requête.
- Ordonner que dans l'hypothèse de l'absence de liquidation et de partage intervenus dans un délai d'un an après que le jugement de divorce soit passé en force de chose jugée, le notaire chargé des opérations partage devra transmettre au Tribunal un procès-verbal de difficultés.
- Ordonner la mention du dispositif du jugement à intervenir en marge de l'acte de mariage des époux, et en marge de l'acte de naissance de chacun des époux.